

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Obama-et-le-Plan-de-Sauvetage-Centramericain-aggravation-des-conditions-de-vie>

Obama et le Plan de Sauvetage Centraméricain : aggravation des conditions de vie

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : mercredi 18 février 2015

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Ce document se veut explicatif et critique vis à vis de la toute nouvelle « Alliance pour la prospérité en Amérique Centrale », publiée hier dans l'article « [Obama's Central American Rescue Plan Will Only Make Life There Worse](#) », *The New Republic*. USA, février 2015. [American Rescue Plan Will Only Make Life There Worse](#) », *The New Republic*. USA, february 2015.

Lorsque les Usaméricains ont commencé à remarquer le déferlement d'enfants migrants non accompagnés à la frontière Mexique-États-Unis, la réponse immédiate du gouvernement s'est traduite par un pis-aller. Les jeunes furent hébergés par milliers dans des refuges, parfois installés sur des bases militaires, comparés par les critiques à des centres de détention et des refuges d'urgence anti-ouragans. Plus tard, les enfants furent placés dans des familles d'accueil tandis que leurs cas étaient à l'étude.

Aujourd'hui, une réponse à long terme prend forme. Récemment, l'administration Obama a décidé d'attaquer le problème de front avec l'*Alliance pour la Prospérité* (Alliance for Prosperity), un plan qui prévoit développement et paix au Honduras, Guatemala et au Salvador. Il s'engage à lutter contre la violence, source de l'exil quasi biblique de tant d'enfants. La semaine dernière, le vice-président Joe Biden, qui s'est exprimé dans le *New York Times* a confirmé que le président Obama allait demander le déblocage d'un billion de dollars au Congrès pour financer l'*Alliance pour la Prospérité*, un nom qui évoque l'*Alliance pour le Progrès* si contestée de John F. Kennedy. Biden écrit : « Affronter ces défis ne signifie rien moins qu'un changement systémique... »

Mais la nature même de ce que promet l'*Alliance pour la prospérité* va plus loin que ce que suggère son nom - plus de dépenses en infrastructures pour faciliter les investissements étrangers, plus de réductions d'impôts, de zones de libre-échange, plus d'harmonisation dans les réglementations, permettra à l'Amérique Centrale de s'aider elle-même, sans l'intervention de personne. Pour un résultat aussi hasardeux qu'il en a l'air.

C'est la crise humanitaire actuelle des enfants fuyant leur pays d'origine qui a conduit les Etats-Unis à apporter leur soutien public avec l'*Alliance pour le Progrès*. Entre octobre 2013 et octobre 2014, 60 000 mineurs non accompagnés ont traversé la frontière américano-mexicaine. La majorité venait du Honduras, les autres du Guatemala, du Salvador et du Mexique. Ces arrivées ont marqué un pic d'affluence de mineurs d'Amérique Centrale qui tentent de passer la frontière. (Le nombre d'enfants mexicains lui, est resté relativement stable ; étant expulsés directement sans audience au tribunal, ils ne donc pas retenus sur de longues périodes.)

De nombreux jeunes arrêtés par les Douanes étasuniennes et la *Patrouille Frontière* (US Customs and Border Patrol) ont été victimes d'un traitement inacceptable, y compris pour des adultes condamnés ou des malfaiteurs. Une plainte, déposée en juin par l'*Union Américaine des Libertés Civiles* (American Civil Liberties Union) et d'autres groupes de défense des droits, au nom d'une centaine d'enfants, fait état d'accusations véritablement incroyables contre le CPB. Elles comprennent « *le refus des soins médicaux nécessaires à des enfants de cinq mois comme celui de fournir des couches, la confiscation et rétention de documents juridiques comme d'effets personnels, des insultes racistes et des menaces de mort, la fouille au corps et, pendant le transport les entraves à trois points pour les enfants* ». En octobre, l'ACLU a alors lancé une procédure de recours collectif défiant l'incapacité du gouvernement fédéral à fournir une représentation juridique aux jeunes.

Après avoir atteint des sommets en juin 2014, le nombre de mineurs non accompagnés a chuté de 10 000 à seulement quelques milliers par mois. L'explication tient en grande partie à l'attitude du Mexique, qui expulse plus de jeunes centraméricains. Et, à mesure que l'afflux d'enfants centraméricains se tarissait à la frontière avec les Etats-Unis, la question de leur migration et de la précarité de leur situation a été, petit à petit, reléguée à

l'arrière-plan.

Examinons d'un peu plus près l'*Alliance pour la Prospérité*. Dans son article d'opinion, Biden écrit qu'elle encourage la sécurité, la bonne gouvernance et la croissance économique au Salvador, au Honduras et au Guatemala. (Le projet a été rédigé à l'automne dernier par les présidents de ces pays). La proposition de sécurité est mince sur les détails, mais a pour objectif de former et d'équiper la police, chose que les Etats-Unis ont faite dans la région pendant des décennies. Le plan fait miroiter les promesses classiques, pour augmenter la recette des impôts et la transparence fiscale, l'amélioration du régime. Il décrit un effort renouvelé dans le secteur de l'éducation, décimé par les programmes d'austérité, y compris en promettant des liquidités aux étudiants qui resteront à l'école.

Mais, la partie de loin la plus achevée du document détaille les fiançailles célébrées entre les trois pays et les investisseurs internationaux. Biden compare l'*Alliance* à un genre de *Plan Colombie* en Amérique Centrale. Le *Plan Colombie* a été mené sur six ans et a coûté 9 billions de dollars, investis dans la politique de lutte anti-drogue comme prétexte à l'amélioration du climat d'investissement en Colombie, tant par la militarisation que par des réformes politiques. En bref, une comparaison qui doit certainement inspirer une confiance limitée aux centraméricains.

Dans mon livre « Capitalisme guerre contre la drogue », (Drug War Capitalism), j'analyse comment le « [Plan Colombie](#) » a été une innovation de la politique extérieure pour créer un nouveau modèle interventionniste des États-Unis, au nom du monde des affaires, déguisé en initiative de lutte anti-drogue. De fait, le succès du Plan Colombie a peu, voire rien à voir avec la drogue, mais pourrait se mesurer en examinant les niveaux croissants d'investissements directs étrangers et la sécurité des investisseurs. Les notes de Biden à ce sujet confirment mon argument. Loin de se souvenir d'un programme de lutte anti-drogue, il fait l'éloge du Plan Colombie en ces termes : « *Le gouvernement colombien a assaini ses tribunaux, réorganisé ses forces de police et réformé ses règles commerciales afin d'ouvrir son économie.* »

Le succès d'aujourd'hui se mesure avec d'autres paramètres que le message passé en son temps par le Plan Colombie. Ce qu'on nous dit aujourd'hui de l'*Initiative Mérida*, première réincarnation du Plan Colombie, cette fois au Mexique, est également différent. Dans une interview de 2007, l'ex sous-secrétaire d'État américain, Robert Charles expliquait : « *L'objectif du Plan Colombie était de réduire la culture totale dans le pays de 50 pour cent sur les cinq premières années. De fait, nous l'avons réduite de plus de 50 pour cent* ». Le Plan Colombie a démarré en 2000, et s'est poursuivi jusqu'en 2006, après quoi le financement étasunien à la Colombie a commencé à se tarir pour, à partir de 2008, passer au Mexique et à l'Initiative Mérida.

Le Département d'État des Etats-Unis annonçait l'« [Initiative Mérida](#) » comme étant un moyen de renforcer les tribunaux et d'améliorer les chances de la police dans leur lutte contre le narcotrafic. Cependant, en dehors d'avoir profité des largesses des Etats-Unis, à hauteur de 2,35 billions de dollars, les échecs et la cruauté de ces institutions n'ont fait que provoquer de plus grandes violences à travers tout le pays. Mais, du point de vue des mesures qui importent le plus aux investisseurs et aux politiciens, l'Initiative Mérida s'est révélée être un succès : le Mexique a adopté des réformes dans les secteurs de la finance, de l'enseignement, du travail et de l'énergie qui ont ouvert la voie aux investissements étrangers. Pour les mexicains, en revanche, l'Initiative Mérida n'a fait qu'exacerber une réalité quotidienne déjà bien sombre.

L'article d'opinion de Biden a omis de mentionner l'Initiative Mérida, ou du moins sa transformation actuelle en Amérique Centrale, sous le nom d'[Initiative de Sécurité Régionale pour l'Amérique Centrale](#) (CARSI). Lorsque l'Initiative Mérida a été mise en place, une partie des fonds étaient destinés à l'Amérique Centrale. En 2010, le programme concernant celle-ci a été scindé de l'Initiative Mérida, pour devenir la CARSI. Mais la CARSI n'a pas servi à endiguer la violence ou le flot de migrants. Au contraire. Au Honduras et au Guatemala, le taux d'homicides a régulièrement grimpé à mesure que le financement américain destiné à la militarisation par le biais de la CARSI affluait. Rappelons-nous que le Honduras, suivi par le Guatemala, sont les premiers pourvoyeurs d'enfants qui

cherchent à passer la frontière US. En 2012, deux ans après la mise en place de la CARSI, 7 172 homicides ont été recensés au Honduras, marquant ainsi l'année la plus violente dans l'histoire récente du pays. (C'est-à-dire qu'un pays qui compte 5 pour cent de la population des Etats-Unis génère 56 pour cent des assassinats perpétrés sur le sol américain cette année.)

L'Amérique Centrale a toujours existé. Plusieurs fonctions de la CARSI et de précédentes initiatives étasuniennes en Amérique Centrale sont recyclées dans *l'Alliance pour la Prospérité*, bien qu'elles bénéficient d'un budget plus important et que leur objectif soit plus clairement explicite : améliorer les conditions des investissements étrangers. « De toute évidence, le programme néolibéral n'a pas été conçu pour réduire la pauvreté, ou pour générer des emplois, ou faire en sorte qu'il n'y ait pas de migrants », écrit le chercheur guatémaltèque Luis Solano dans une interview par e-mail. « Mais le discours publique a été celui de la célèbre *'trickle down policy'* - politique de la réinjection dans l'économie-, un goutte à goutte qui n'est jamais arrivé à destination hormis à ceux, très rares, qui en ont bénéficié. »

Loin de fournir de nouvelles opportunités au citoyen lambda du Guatemala, du Honduras et du Salvador, il est probable que les mesures proposées par *l'Alliance pour la Prospérité* empiront la réalité socio-économique de la majorité pauvre des populations de ces régions. Phénomène susceptible de conduire les centraméricains- adultes comme enfants, à tenter leur chance vers le Nord, en quête de survie.

Dawn Paley pour son blog [Dawn Paley](#)

***Dawn Paley** est écrivain, elle vit au Mexique.

C'est l'auteur de « Capitalisme guerre contre la drogue », (Drug War Capitalism).

[Dawn Paley](#). Vancouver, Canada, 5 Février 2015.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Florence Olier-Robine

[El Correo](#). Paris, 12 février 2015.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#). Basé sur une oeuvre de www.elcorreo.eu.org.